



Groupe de Liège du Mouvement
politique des objecteurs de croissance

www.liege.mpOC.be

Construire l'avenir, avant ou après l'effondrement

Serge Latouche

Professeur émérite d'économie à l'Université d'Orsay,
objecteur de croissance

Conférence donnée à Liège le 1^{er} octobre 2014.

Organisée par le mpOC-Liège, le mpOC et les Amis de la Terre.

Avec le soutien de : Département des Sciences et Gestion de l'Environnement (ULg), APED, Aquilone, Attac-Liège, Au Progrès de Herstal, Barricade, Centre d'Économie Sociale (ULg), Espace Marx Liège, GRAPPE, Imagine demain le monde, Institut des Sciences Humaines et Sociales (ULg), La Pastèque, Le Centre Liégeois du Beau-Mur, Liège en Transition, Maison des Sciences de l'Homme (ULg), Nature & Progrès, Spiral (ULg).

Introduction

Où en sommes-nous ?

L'un des plus grands philosophes de notre temps, Woody Allen, nous dit qu'il y a trois questions fondamentales : D'où venons-nous ? Où allons-nous ? Et qu'est-ce qu'on va manger ce soir ? Les deux premières constituent d'évidence des interrogations fondamentales. Mais sans doute aussi « qu'est-ce qu'on va manger ce soir ? », parce, autrement dit, elle nous renvoie à : « où en sommes-nous ? ». A cette troisième question, à la fois point de départ et d'aboutissement des deux précédentes, Woody Allen, apporte, me semble-t-il, la réponse appropriée : « Nous sommes arrivés à la croisée de deux chemins, l'un porte à la disparition de l'espèce, l'autre au désespoir total ». Et il ajoute : « J'espère que l'humanité fera le bon choix ».

Il nous faut prendre cette boutade très au sérieux. La première de ces voies a été celle d'une société de croissance avec croissance, celle des Trente Glorieuses, dont on sait qu'elle va « droit dans le mur » à force de dérèglement climatique, de disparition des espèces, d'épuisement des ressources en énergies fossiles, etc. Cette première voie, depuis août 2007, nous l'avons *sagement*, et *heureusement*, abandonnée pour entrer dans la seconde, celle du désespoir : la voie d'une société de croissance sans croissance, en crise ou en récession. Vaut-il mieux être désespéré que de disparaître ? C'est là un beau thème de réflexion pour un sujet d'examen de philosophie. Nous en sommes là.

Il est important de parcourir ces deux voies pour comprendre qu'il y en a peut-être une troisième : une voie d'espoir, celle d'un autre monde possible, à savoir la voie de la décroissance. Pour déchiffrer les raisons qui nous encouragent à la choisir, commençons par comprendre pourquoi nous semblons coincés dans une impasse entre la voie de la société de croissance avec croissance d'où nous venons et qui aboutit à la disparition de l'espèce, et le monde désespéré et terrifiant d'une société de croissance sans croissance vers lequel nous nous dirigeons à vive allure.

I D'où venons-nous ?

Nous vivons depuis trois siècles environ dans des sociétés de croissance. La société de croissance peut être définie comme une société dominée par une économie de croissance et qui tend à s'y laisser absorber. La croissance pour la croissance est ainsi devenue l'objectif primordial sinon le seul de l'économie et de la vie. Il ne s'agit pas de croître pour satisfaire des besoins reconnus, ce qui serait une bonne chose, mais de croître pour croître. On peut dire que la "mondialisation" qui marque le passage d'une économie mondiale avec marché à une économie et une société de marché sans frontières constitue le triomphe absolu de la religion de la croissance. Bien sûr, la société de croissance est aussi un système capitaliste, mais pendant plusieurs siècles le capitalisme (pensons à Florence au XIV^{ème} siècle) n'a pas accouché d'une société de croissance proprement dite. Alors ?

Tout commence avec les débuts du capitalisme industriel et de l'économie politique, que nous situerons, symboliquement, en 1776, année de parution de l'essai sur la richesse des nations d'Adam

Smith¹, fondateur de l'économie politique. Représentative de la pensée éclairée du mouvement des Lumières, l'utopie libérale d'Adam Smith est celle de l'enrichissement de tous par la libération des passions, y compris l'avidité, l'égoïsme et la recherche de l'intérêt le plus sordide. Le philosophe écossais affirme que, grâce au merveilleux mécanisme de la « main invisible », la prospérité des nations sera assurée. C'est la réalisation du slogan de la modernité : « le plus grand bonheur pour le plus grand nombre », que les économistes ont modélisé, théorisé en anglais, allant jusqu'à devenir poètes à force de métaphores, sous le nom de *trickle down effect*.

Toutefois, il a fallu attendre deux siècles pour que le mythe d'Adam Smith devienne vraiment réalité, et ce pour trente ans (1945-1975) seulement. L'arme absolue du thermo-capitalisme est alors le moteur à explosion et son carburant, le pétrole. Grâce à ces nouvelles mécaniques, chacun dispose d'une énergie équivalant à celle de 50 à 150 esclaves (ce que seuls les Romains les plus riches pouvaient s'offrir). Il faut savoir que trente litres d'essence dans notre moteur équivalent au travail d'un ouvrier pendant environ trois ans (pour quelques dizaines d'euros !). C'est absolument fabuleux ; cela permet une nouvelle mutation du capitalisme qu'on peut appeler social-démocrate ou keyneso-fordiste, avec une élévation sensible et régulière des salaires et la régulation d'un État social de bien-être. Seulement, ce « conte de fée » ne peut avoir qu'un temps : nous sommes aujourd'hui arrivés au pic de Hubbert, c'est-à-dire à la fin du pétrole bon marché² (*NDLR : ou, à ce qui en tient lieu, une extraction du pétrole brut en forme de plateau ondulant avant sa chute inexorable. Ce plateau est à l'œuvre depuis 2006 et se poursuit encore aujourd'hui en 2017*).

La fête est finie en fait depuis 1975, mais le génie financier d'Alan Greenspan, président de la Banque centrale américaine de 1987 à 2006, a réussi à prolonger de 30 ans, dans le virtuel, l'illusion de la croissance.

La période des Trente Glorieuses a été précisément celle de l'avènement de la société de consommation, ou d'opulence, aboutissement normal et stade suprême de la société de croissance. Elle repose sur une triple illimitation : illimitation de la production et donc du prélèvement des ressources renouvelables et non renouvelables, illimitation dans la production des besoins – et donc des produits superflus, illimitation dans la production des rejets – et donc dans l'émission des déchets et de la pollution de l'air, de la terre et de l'eau.

A son tour, cette illimitation est rendue possible grâce à une triade infernale : publicité, crédit et obsolescence programmée. Ainsi, la société de consommation, loin d'être celle du bien-être et du bonheur, est celle de la frustration : la publicité nous désenchant

¹ Adam Smith, Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations [1776] (nouv. trad.), Économica, 2000.

² Calculé par le géophysicien Marion King Hubbert dans les années quarante, le pic de Hubbert désigne le moment à partir duquel le niveau de ressources en pétrole engendre une réduction inéluctable de la production (courbe en cloche).

de ce que nous avons pour nous inspirer le désir de ce que nous n'avons pas et de consommer en conséquence. Le crédit nous en donne les moyens, parfois au-delà de toute mesure comme le montrent les crédits NINJA aux États-Unis (*No incom, No job, No asset*) accordés à des personnes sans revenus, sans travail et sans patrimoine.

Une telle société n'est ni soutenable ni souhaitable. Elle n'est pas soutenable parce qu'elle dépasse la capacité de charge de la planète et qu'elle se heurte aux limites de la finitude de la biosphère. Toutefois, même s'il pouvait perdurer indéfiniment, notre mode de vie n'en serait pas moins insupportable et il serait judicieux d'en changer.

En fait, nous sommes parfaitement au courant de la situation. Depuis 1962 et la parution de "Le printemps silencieux" (Silent Spring) de Rachel Carson, trop de voix autorisées se sont fait entendre pour que nous puissions encore prétendre que nous ne savons pas. Le fameux rapport du club de Rome (1972), "Halte à la croissance" nous a prévenus que la poursuite indéfinie de la croissance était incompatible avec les "fondamentaux" de la planète³. Notre *surcroissance* économique, qui se heurte aux limites de la finitude de la biosphère, dépasse déjà largement la capacité de charge de la terre. Une croissance infinie est incompatible avec une planète finie. L'extraordinaire processus de régénération spontanée de la biosphère, même assisté par l'homme, ne peut aller à un rythme forcé. Il ne permet de toute façon pas de restituer à l'identique la totalité des produits dégradés par l'activité industrielle. Les processus de transformation de l'énergie ne sont pas réversibles (deuxième loi de la thermodynamique) et en pratique, il en est de même de la matière. Même la simple reproduction durable de notre système prédateur n'est plus possible. Si tous les citoyens du monde consommaient comme des Américains, mais aussi comme des Européens moyens, les limites physiques de la planète seraient largement dépassées.

Si l'on prend comme indice du "poids" environnemental de notre mode de vie "l'empreinte" écologique de celui-ci en superficie terrestre ou espace bio-productif nécessaire, on obtient des résultats insoutenables tant du point de vue de l'équité dans les droits de tirage sur la nature que du point de vue de la capacité de régénération de la biosphère. L'espace disponible sur la planète terre est limité. Il représente 51 Milliards d'hectares. Toutefois, l'espace "bio-productif", c'est-à-dire utile pour notre reproduction, n'est qu'une fraction du total, soit environ 12 Milliards d'hectares⁴. Divisé par la population mondiale actuelle, cela donne approximativement 1,8 hectare par personne. En prenant en compte les besoins de matériaux et d'énergie, ceux nécessaires pour absorber déchets et rejets de la production et de la consommation (chaque fois que nous brûlons un litre d'essence, nous avons besoin de cinq mètres carré de forêt pour absorber le CO₂ !) et en y ajoutant l'impact de l'habitat et des infrastructures nécessaires, les chercheurs travaillant pour l'institut californien "Redefining Progress" et pour le World Wild Fund (WWF) ont calculé que l'espace bio-productif consommé par tête de l'humanité était de 2,7 hectares en moyenne en 2007. Les hommes ont donc déjà quitté le sentier d'un mode de civilisation durable qui nécessiterait de se limiter à 1,8 hectares, en admettant que la population actuelle reste stable. En outre, cette empreinte moyenne cache de très grandes disparités.

Toutefois, la société de croissance n'est pas non plus souhaitable ; et cela pour au moins trois raisons : elle engendre une montée des inégalités et des injustices, elle crée un bien-être largement illusoire, elle ne suscite pas pour les "nantis" eux-mêmes une société conviviale mais une "anti-société" malade de sa richesse.

Une ONG britannique, la *New Economics Foundation*, établit depuis quelques années, en croisant le résultat des enquêtes sur le sentiment de bien-être vécu, l'espérance de vie et l'empreinte écologique, un indice de la félicité (*Happy planet index*) qui

³ Le Club de Rome a produit par la suite, toujours sous la direction de Dennis Meadows : *Beyond the limits. Confronting Global Collapse, Envisioning a Sustainable Future*, Chelsea Green Publishing 1992 et *Limits to Growth : the 30 year Update*, Chelsea Green Publishing 2004.

⁴ Mathis Wackernagel, *Il nostro pianeta si sta esaurendo*. In *Economia e Ambiente. La sfida del terzo millennio*. EMI, Bologna 2005.

renverse tant l'ordre classique des PNB par tête que celui de l'indice de développement humain (IDH). En 2006 arrivaient en premier le Vanuatu, la Colombie, le Costa Rica tandis que la France n'arrivait qu'en 131^{ème} position et les États-Unis 150^{ème}. En 2009, le classement met en tête le Costa Rica, suivi de la République Dominicaine, de la Jamaïque et du Guatemala. Les États-Unis n'arrivent qu'en 114^{ème} position⁵. Ce paradoxe s'explique parce que la société dite « développée » repose sur la production massive de la déchéance, c'est-à-dire une perte de valeur et une dégradation généralisée tant des marchandises que l'accélération du « jetable » transforme en rebut, que des hommes exclus ou licenciés après usage, du P. D. G et du manager jetables aux chômeurs, SDF, clochards et autres déchets humains.

Dans ces conditions, si nous voulons éviter les catastrophes, il serait urgent de penser une société de "décroissance", si possible sereine et conviviale.

II Où allons-nous ? Écosocialisme ou barbarie : la décroissance choisie ou subie.

La crise est à l'ordre du jour. Les journaux et les médias ne parlent que de ça ou presque. Mais de quelle crise parlons-nous ? Crise des dettes souveraines ? Crise de l'euro ? Crise de l'Europe ? Crise de l'embauche ?... Nous connaissons une crise culturelle et éthique depuis Mai 68, une crise écologique depuis 1972 et le premier rapport au Club de Rome, une crise sociale depuis la contre-révolution néolibérale des années 80-90, une crise financière depuis aout 2007 avec les *subprimes*, une crise économique enfin depuis le 15 septembre 2008 et la chute de la banque Lehman Brothers. Finalement, toutes ces crises se rejoignent et se cumulent pour constituer aujourd'hui une crise de civilisation.

Nous n'avons pas eu la chance de voir l'effondrement des civilisations de l'île de Pâques, des Vikings du Groenland, ni celui de l'Empire romain, tous parfaitement décrits dans *Collapse*⁶, livre culte très documenté de l'américain Jared Diamond. En revanche, nous avons aujourd'hui l'extraordinaire privilège d'assister, en direct, à rien de moins qu'à la chute de l'empire occidental-américain qui ressemble beaucoup à celui de l'Empire romain. A cette différence près que le déclin de ce dernier s'est déroulé sur plusieurs siècles alors que « notre » apocalypse est prédite pour la période 2030-2070.

Selon Richard Duncan et sa théorie d'Olduvai, « L'humanité se dirige à grands pas vers l'effondrement économique, social, énergétique, alimentaire, sanitaire et écologique au cours de ce siècle ». Il précise même, que « l'effondrement débutera par de gigantesques pannes d'électricité de plus en plus fréquentes »⁷. Il pourrait plus simplement commencer par un effondrement monétaire, une inflation comme celle de l'Allemagne en 1923, mais cette fois à l'échelle mondiale. Tout le reste s'ensuivrait...

Toutefois, les fondamentaux de la catastrophe sont déjà là. Nous vivons ce que les spécialistes appellent la sixième extinction des espèces⁸. La cinquième, qui s'est produite au Crétacé, il y a soixante-cinq millions d'années, avait vu la fin des dinosaures et autres grosses bêtes, probablement à la suite du choc d'un astéroïde. Toutefois, par rapport à la précédente, la nôtre présente trois différences non négligeables. D'abord, les espèces végétales et animales, dont l'estimation varie entre 3 et 30 millions, disparaissent à la vitesse de cinquante à deux cents par jour⁹ soit à

⁵ www.happyplanetindex.org. Voir aussi, Alessandra Retico, « Felicità. I nuovi paradisi non conoscono il PIL », *La Repubblica* du 8 juillet 2009.

⁶ Jared Diamond, *Effondrement, Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie (Collapse)*, Gallimard, « NRF Essais », 2006.

⁷ Jean Cornil et Bernard Legros, *La pertinence de l'escargot. En route vers la décroissance. Sang de la terre*, 2013, p. 108 et 110.

⁸ Richard Leakey et Roger Levin, *La Sixième Extinction : évolution et catastrophes*, Flammarion, Paris 1997.

⁹ Edward O. Wilson estime que nous sommes responsables de la disparition chaque année de 27.000 à 63 000 espèces. *The diversity of Life*, Belknap Press, Harvard, 1992 (La diversité de la vie, Odile Jacob Paris, 1993). Pour les seuls mammifères on a enregistré 100 extinctions vérifiées en 100 ans au lieu d'une en temps « normal »,

un rythme de 1000 à 30 000 fois supérieur à celui des hécotombes des temps géologiques passés¹⁰. Ensuite, l'homme est directement responsable de cette "déplétion" actuelle du vivant. Enfin, il pourrait bien en être la victime. L'astronome royal Sir Martin Rees, auteur de « Notre dernier siècle ? (Our Final Century) », donne une chance sur deux à l'humanité de survivre au vingt et unième siècle¹¹. Plus pessimiste encore à 86 ans, le grand savant écologiste, Sir James Lovelock, avec « La vengeance de Gaïa » (The Revenge of Gaïa) ne laisse pratiquement aucune chance à notre civilisation et seulement un petit espoir de survie misérable autour des zones polaires à un maximum de 500 millions d'individus¹².

On peut, bien sûr, rester sceptique quant aux travaux de futurologie, mais ceux du Club de Rome ont le mérite d'être infiniment plus sérieux et solides que les habituelles projections sur lesquelles s'appuient nos gouvernants et les instances internationales. L'équipe du M. I. T, auteur des études, a construit un modèle schématique (en l'occurrence le modèle world 3), testé sur plus d'un siècle, représentant l'ensemble du monde¹³. Deux aspects de cette méthode renforcent sa crédibilité : l'interdépendance des variables et l'existence de boucles de rétroaction. Ainsi, la hausse du prix du pétrole réagit immédiatement sur le prix des produits agricoles, car à travers les pesticides, les engrais chimiques et l'usage des tracteurs, l'agriculture productiviste est faite avant tout de pétrole. Or selon le dernier rapport¹⁴, tous les scénarios qui ne remettent pas en question les fondamentaux de la société de croissance aboutissent à l'effondrement. Le premier situe celui-ci vers 2030 du fait de la crise des ressources non renouvelables, vers 2040 pour le deuxième du fait de la crise de la pollution, vers 2070 pour le troisième du fait de la crise de l'alimentation. Les autres scénarios sont des variantes de ces trois-là, à l'exception d'un seul, à la fois crédible et soutenable, celui de la sobriété qui correspond aux recommandations de la voie de la décroissance.

Ainsi, faire fonctionner notre planète malade avec le même logiciel de société de croissance, c'est-à-dire le système capitaliste, ne serait possible qu'avec une nouvelle mutation sous forme d'un écototalitarisme ou d'un éco-fascisme dont la science-fiction a parfois donné des visions très réalistes, comme *Soleil vert*¹⁵. Mais nous disposons d'une échappatoire : la société de décroissance que nous ne confondons pas avec la croissance négative qui, généralisée serait de fait une absurdité, une aberration masochiste. Au départ, la « décroissance » est un slogan provocateur pour contrecarrer la propagande de cet autre slogan consensuel du développement durable et en dénoncer l'imposture. Il ne s'agit pas de faire décroître tout et n'importe quoi, le projet visant au contraire à faire croître la joie de vivre¹⁶ au même titre que la qualité de l'eau, de l'air, de la vie animale ou végétale, en fait tout ce que la croissance a éliminé.

La proposition de la décroissance consiste, en effet, à sortir de la société de consommation pour construire une société vraiment soutenable. La redéfinition du bonheur comme « abondance frugale dans une société solidaire » correspondant à la rupture créée par le

mais si on tient compte de celles qu'on ignore, c'est sans doute 10 fois plus...

10 François Ramade, *Le grand massacre. L'avenir des espèces vivantes*. Hachette, Paris, 1999.

11 Sir Martin Rees, *Notre dernier siècle ? (Our Final Century)*, J.C. Lattes 2004.

12 James Lovelock, *The Revenge of Gaïa. Earth's Climate Crisis and the Fate of Humanity*, Allen Lane, London 2006. Trad. Française : *La Revanche de Gaïa. Pourquoi la terre riposte-t-elle ?* Flammarion, 2007.

13 La modélisation repose, en effet, sur la théorie des systèmes de Jay Forrester.

14 Voir Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorden Randers, *Limits to Growth The 30-year Update*, Chelsea Green Publishing, 2004 et Christian Araud, *Modéliser le monde, prévoir le futur*, Entropia, Revue théorique et politique de la décroissance n°4, Parangon, Lyon 2008.

¹⁵ *Soleil vert (Soylent Green)* est un film d'anticipation de Richard Fleischer (États-Unis, 1973), tiré du roman éponyme d'Harry Harrison.

¹⁶ Allusion au journal *La Décroissance* dont le sous-titre est « Le journal de la joie de vivre ».

projet de la décroissance suppose de sortir du cercle infernal de la création illimitée de besoins et de produits et de la frustration croissante qu'il engendre. L'autolimitation est la condition pour aboutir à la prospérité sans croissance et éviter ainsi l'effondrement de la civilisation humaine. Il s'agit d'une utopie concrète. Autrement dit, d'une vision cohérente pour une alternative, certes idéale, mais possible et réalisable au moins à long terme.

Au plan de la conception, le projet peut prendre la forme d'un « cercle vertueux » de sobriété en 8 « R » : Réévaluer, Reconceptualiser, Restructurer, Redistribuer, Relocaliser, Réduire, Réutiliser, Recycler. Ces huit objectifs interdépendants constituent une rupture susceptible d'enclencher une dynamique vers une société autonome de sobriété sereine, conviviale et soutenable¹⁷. En ce sens la décroissance est bien un projet révolutionnaire.

La société de croissance repose sur la guerre économique généralisée, l'égoïsme sacré, la recherche du profit maximum, la destruction sans limites de la nature. Condamnés à vivre dans la nature, nous devons nous comporter comme des jardiniers, non comme des prédateurs, réintroduire « un peu de douceur dans ce monde de brutes » en y développant la coopération, l'altruisme, le sens de l'humain et le respect de la nature. La base de ce changement de société est donc la révolution des valeurs, la décolonisation de l'imaginaire.

En changeant les valeurs, nous serons amenés à changer les concepts avec lesquels est appréhendée la réalité ; à « reconsidérer la richesse » comme le dit Patrick Viveret¹⁸, mais aussi la pauvreté qui, longtemps vécue comme vertueuse sous le nom de « frugalité », est devenue indigne, transformée par l'économie en misère matérielle et morale. Il nous faut développer d'autres conceptions de la richesse que l'accumulation illimitée, d'autres types de richesses qu'économiques, et remettre en question le couple infernal de la rareté et de l'abondance, fondateur de l'économie qui les invente en privatisant l'accès aux biens communs.

Ainsi, Monsanto ou Novartis veulent « exproprier » les paysans et s'approprier l'extraordinaire fécondité des espèces pour la transformer en profit en revendant ensuite des semences non-reproductibles.

Remettre en cause les concepts, changer les valeurs équivaut à changer le logiciel, le *software*. Ce qui doit entraîner nécessairement un changement de l'*hardware*, en l'occurrence des rapports de production. Il faut produire autre chose autrement, ce qui implique une immense reconversion du système et pose la question de la sortie du capitalisme. Croissance et capitalisme sont en fait synonymes. « Accumuler, accumuler, c'est la loi et les prophètes », a dit Marx. L'accumulation du capital est l'essence du capitalisme, or elle n'est rien d'autre que l'appellation marxiste de la croissance. Et c'est parce que l'Union soviétique n'a pas renoncé à l'accumulation du capital qu'elle n'est jamais vraiment sortie du capitalisme.

Il n'y a pas de recette miracle, et l'idée n'est pas de supprimer la propriété privée des biens de production mais bien la logique d'accumulation illimitée (*NDLR : néanmoins, le projet de la décroissance entraîne ipso-facto une forte limitation du champ de la propriété privée*). L'important est donc de sortir de l'esprit du capitalisme ; de faire une révolution culturelle. Il faut aller dans ce sens, conserver ce cap. Une telle restructuration permettra une redistribution des richesses, de l'empreinte écologique, de la terre et du travail entre le Nord et le Sud et entre les générations.

L'une des formes possibles de cette « révolution » — qui intègre la plupart de ces changements — est la « relocalisation » qui signifie concrètement l'antimondialisation. La mondialisation a été un extraordinaire déménagement planétaire. Des milliers de camions se croisent ainsi sous le tunnel du Mont-Blanc, les uns transportant de l'eau San Pellegrino vers la France, les autres de l'eau d'Évian vers l'Italie. Pire : on envisage encore le doublement des flux pour 2020 - ce qui ne peut se faire sans créer de nouvelles autoroutes, de nouvelles lignes de TGV, donc sans détruire des territoires. C'est le délire absolu avec, à la clé, la destruction de la planète. Pour

¹⁷On pourrait allonger la liste des "R" avec : radicaliser, reconvertir, redéfinir, redimensionner, remodeler, repenser, etc. mais tous ces "R" sont plus ou moins inclus dans les huit premiers.

¹⁸ Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*, La Tour-d'Aigues, L'Aube, 2004.

contrecarrer ce jeu de massacre planétaire, il faut relocaliser. La solution est dans la reterritorialisation de l'économie qui peut être facilitée par l'introduction de monnaies locales, mais aussi de la politique et de la culture. Certes, aller à contre-courant de la déterritorialisation accélérée à laquelle nous assistons est un vaste chantier. Le défi est de réduire l'empreinte écologique, les déchets, les transports, la surconsommation, le gaspillage, la consommation énergétique, la publicité et, surtout, de réduire les horaires de travail. Réduire le temps de travail est fondamental pour se réapproprier le temps.

Le deuxième niveau, celui de la mise en œuvre, suppose une insertion beaucoup plus grande dans le contexte. Tel est le sens du programme politique *électoral* suivant en 10 points, proposé pour la France en 2007 :

- 1) Retrouver une empreinte écologique soutenable.
- 2) Réduire les transports en internalisant les coûts par des écotaxes appropriées.
- 3) Relocaliser les activités.
- 4) Restaurer l'agriculture paysanne.
- 5) Réaffecter les gains de productivité en réduction du temps de travail et en création d'emplois.
- 6) Relancer la "production" de biens relationnels.
- 7) Réduire le gaspillage d'énergie d'un facteur 4.
- 8) Restreindre fortement l'espace publicitaire.
- 9) Réorienter la recherche technoscientifique.
- 10) Se Réapproprier l'argent.

Les programmes *de transition* qu'on peut proposer dans l'horizon de la rupture révolutionnaire des 8 R, seront nécessairement réformateurs, sans être pour autant réformistes. La décroissance offre ainsi un cadre général qui donne sens à de nombreuses luttes sectorielles ou locales favorisant des compromis stratégiques et des alliances tactiques indispensables en politique.

Bien qu'élaboré avant la crise, ce programme est relativement adapté pour en sortir de façon positive. Pour les « objecteurs de croissance », en effet, la relance par la consommation et donc par la croissance étant en principe exclue, un plan massif de reconversions s'impose. Sortir de l'imaginaire économique implique des ruptures bien concrètes. Il s'agira de fixer des règles qui encadrent et limitent le déchaînement de l'avidité des agents (recherche du profit, du toujours plus) : protectionnisme écologique et social, législation du travail, limitation de la dimension des entreprises, etc. Et en premier lieu la « démarchandisation » de ces trois marchandises *fictives* que sont : le travail, la terre et la monnaie. Leur retrait du marché mondialisé marquerait le point de départ d'une réincorporation/réencastrement de l'économie dans le social, en même temps qu'une lutte contre l'esprit du capitalisme. Dans une société de croissance sans croissance, ce qui correspond à la situation actuelle dans laquelle la croissance, même fictive, a pratiquement disparu, l'État est condamné à imposer aux citoyens l'enfer de l'austérité, avec en prime la destruction des services publics et la privatisation de ce qu'il est encore possible de vendre dans les bijoux de famille. Ce faisant, on court le risque de créer une déflation et d'entrer dans le cycle infernal d'une spirale dépressive. C'est précisément pour l'éviter, qu'il faut entreprendre de sortir de la société de croissance et de construire une société de décroissance.

Mais dans le contexte actuel l'urgence est de sortir, justement, de la spirale dépressive. Par une politique d'austérité ? Stupide. Elle engendrera un cycle déflationniste précipitant la crise que la relance purement spéculative n'empêchera pas, et cette fois, les États exsangues ne pourront plus sauver les banques à coup de milliards de milliards de dollars. Cette politique immorale est aussi absurde, menant à la faillite de l'Euro sinon de l'Europe, à la catastrophe sociale et bien sûr écologique.

Le premier objectif de transition devrait être la recherche du plein emploi pour remédier à la misère d'une partie de la population. Dans l'esprit du projet de la décroissance, on pourrait table sur une relocalisation systématique des activités utiles, une reconversion progressive d'activités, parasites comme la publicité ou nuisibles comme le nucléaire et l'armement, et une réduction programmée et significative du temps de travail. Tout cela, sans pour autant rentrer dans la logique de la croissance illimitée mais en abandonnant la

religion de la croissance.

Cela suppose d'abord de lever deux tabous qui sont à la base de la construction européenne voire de la mondialisation néolibérale : le protectionnisme et l'inflation. Le projet de la décroissance implique de réhabiliter ces deux phénomènes objets par le passé de politiques systématiques. Les politiques tarifaires de construction et reconstruction de l'appareil productif, de défense des activités nationales et de protection sociale, et celles de financement du déficit budgétaire par un recours raisonné à l'émission de monnaie engendrant cette « *gentle rise of price level* » (inflation modérée) préconisée par Keynes, ont accompagné l'exceptionnelle croissance des économies occidentales de l'après guerre, ce que l'on a appelé en France les trente glorieuses – à vrai dire la seule période dans l'histoire moderne où les classes laborieuses ont joui d'un relatif bien-être. Ces deux instruments ont été proscrits par la contre-révolution néolibérale et les politiques qui voudraient les préconiser sont aujourd'hui anathémisées, même si tous les gouvernements qui le peuvent y ont recours de façon plus ou moins subreptice et insidieuse.

Et comme la monnaie est souvent un bon serviteur mais toujours un mauvais maître, il faudrait se la réapproprier pour la remettre à sa place : servir et non asservir.

Ce programme semble aujourd'hui très utopique, mais quand nous serons au fond du marasme et de la vraie crise qui nous guette, il paraîtra souhaitable et réaliste.

Conclusion

Pour conclure nous reprendrons la métaphore du croisement des routes, mais cette fois en l'empruntant à un vrai philosophe, Cornelius Castoriadis : « Nous sommes à un croisement de chemins de l'histoire : un chemin apparaît d'ores et déjà clairement tracé. C'est le chemin de la perte du sens, de la répétition de formes vides, du conformisme, de l'apathie, de l'irresponsabilité et du cynisme (...) L'autre chemin devrait être ouvert par un réveil social et politique, une renaissance du projet d'autonomie individuelle et collective, c'est-à-dire la volonté de liberté¹⁹ ». La seule façon pour l'Europe et le Monde d'échapper à la barbarie engendrée par la dictature des marchés est donc bien la voie de la décroissance.

Comme dit Paul Watzlawick : « L'humanité a l'embarras du choix quant à la voie qui lui permettra de 'réussir à échouer'... »²⁰. La construction de cet avenir se fera-t-il avant ou après l'effondrement ? La question est plutôt rhétorique d'une part parce que l'effondrement tout à la fois ne se produira jamais et, en même temps, il a déjà commencé. Autrement dit, « la chute de l'Empire romain n'aura pas lieu, mais l'Europe de Charlemagne va éclater »²¹.

¹⁹ Imaginaire et imagination au carrefour, cité ici par Klimis Sophie, Créer un *eidōs* du social-historique selon Castoriadis. Revue belge. p. 39.

²⁰ Paul Watzlawick, comment réussir à échouer. Trouver l'ultra solution, seuil 1988) p. 89.

²¹ Dans « Où va le monde ? 2012-2022 : une décennie au devant des catastrophes » Mille et une nuits, 2012.